

Le marché de l'électricité ? Un système hors de contrôle : Don't look up ?

Janvier 2022

Depuis maintenant 20 ans que le système électrique a été ouvert à la concurrence (15 ans pour les particuliers), **les crises s'enchaînent à un rythme qui s'accélère** : certaines liées sont liées à l'envolée des prix de marché, qui mettent les consommateurs dans de graves difficultés (comme déjà en 2006 pour les entreprises). D'autres sont au contraire provoquées par un effondrement des prix, mettant les producteurs en difficulté (comme entre 2016 et 2018, entraînant chez EDF une cure d'austérité qui n'a jamais cessé). L'envolée actuelle des prix est la plus violente, mais certainement pas la première !

Ces crises à répétition ne sont pas les seuls « bienfaits » du marché. On pourrait également citer, sur un temps plus long, **l'envolée progressive des prix aux usagers avant même la crise de 2021** : +50% hors inflation de 2007 à 2020, +20% pour les tarifs réglementés de vente au cours des 5 dernières années ; mais aussi des **démarchages agressifs et frauduleux** de clients par les fournisseurs, une **perte d'égalité de traitement** liée à la disparition de la grille tarifaire unique, des **grandes difficultés à investir dans un tel contexte d'incertitude**.

La multiplication de rustines en tout genre pour pallier les nombreux problèmes du marché n'a à l'évidence pas suffi, à l'image de l'ARENH (Accès régulé à l'électricité nucléaire historique), mécanisme surréaliste mis en place en 2011 qui impose à EDF de vendre à concurrents au prix coûtant quand les marchés sont hauts, et au prix de marché quand celui-ci s'effondre.

Associations de consommateurs et représentants des producteurs réclament, à mots plus ou moins couverts, la sortie du marché. Certes, il y a encore des **irréductibles du marché** comme la Commission Européenne ou l'ultra-libéral **économiste en chef d'EDF Thomas-Olivier Léautier** qui appelle de ses vœux une « vraie libéralisation », sans tarifs réglementés de vente, où les clients devraient adapter leur consommation heure par heure aux sautes de prix du marché. Très intelligent ! Les 12 millions de précaires énergétiques apprécieront.

Mais aujourd'hui, **même les économistes qui ont théorisé l'ouverture des marchés de l'électricité en reviennent** et avouent, plus ou moins clairement, qu'ils se sont trompés et que les marchés ne fonctionnent pas. **Le ministre de l'Économie découvre la lune en septembre dernier et déclare, outré : "Le marché unique européen de l'électricité ne marche pas, il est aberrant"**. « *Les Français en paient la facture d'une manière incompréhensible pour eux et totalement inefficace du point de vue économique [...] Nous, en France, on s'approvisionne en électricité à partir des centrales nucléaires et de l'énergie hydraulique, donc on a une énergie décarbonée et un coût très bas, mais le marché [...] fait qu'il y a un alignement des prix de l'électricité en France sur les prix du gaz* ».

Sans blague ! Cela fait juste 20 ans que SUD-Énergie, avec d'autres, multiplie les argumentaires pour montrer pourquoi la concurrence et le marché NE PEUVENT PAS fonctionner dans le secteur électrique.

Pourtant, on continue le concours Lépine de la meilleure rustine, et les pyromanes se déguisent une fois de plus en pompiers. Rappelons quelques-unes des dernières « bonnes idées » :

- La saga Hercule, visant à démanteler EDF face à une situation jugée déjà intenable il y a 4 ans, heureusement enlisée mais qui menace de renaître de ses cendres.
- Les propositions de M. Le Maire à ses homologues européens (cf. [ici](#)), en novembre dernier, visant à **garantir des prix stables ... mais en conservant le marché !** Evidemment, comme toujours depuis 20 ans, M. Le Maire se garde bien de détailler un tel miracle (prix stables ET marché) : on apprendra en marchant et adviennent que pourra...
- Et maintenant, les dernières mesures gouvernementales pour limiter la hausse des prix de l'électricité à 4% (sauf pour ceux passés en offre de marché, souvent par désinformation). Sans ces mesures, la hausse serait de 44.5% nous dit la Commission de Régulation de l'Énergie (le gouvernement en était resté à 35% quatre jours avant, c'est dire comme la situation est sous contrôle). Cela ferait mauvais genre en période électorale. L'allègement de taxes

étant largement insuffisant, le plafonnement des tarifs réglementés de vente sera essentiellement à la charge d'EDF. Il s'accompagne d'une augmentation du plafond de l'ARENH de 20 TWh, révélant un nouveau mécanisme surréaliste : **l'État impose à EDF de racheter sur le marché, à des prix stratosphériques, une électricité que l'entreprise a produite pour la revendre beaucoup moins cher à ses concurrents !**

Pourtant, les coûts de production de l'électricité ont peu augmenté. Alors où est passé l'argent ? Qui a profité de cette envolée des prix ? Difficile à savoir, dans ce jeu de bonneteau, tant le fatras de mécanismes financiers et le caractère spéculatif des marchés rend le traçage des flux d'argent complexe. **Une chose est sûre, ce sont les contribuables et/ou les usagers qui finiront par payer l'addition.** Et certains toucheront le jackpot dans ce jeu spéculatif, comme TotalEnergies qui se permet en 2021, en pleine tourmente, des largesses avec ses actionnaires (7.6 Mds € de dividendes et rachats d'action et 12% de rendement du capital) et avec son patron (plus de 5 M € de rémunération).

Pour SUD-Énergie, il ne s'agit pas de négocier une fois de plus la forme de la rustine mise sur un système malade à la base, ni d'en rajouter d'autres. Il ne s'agit pas non plus de s'apitoyer sur le sort d'EDF SA, en donnant un blanc-seing à nos patrons qui ont « chevauché » la libéralisation : politique expansionniste à l'international aux dépens des populations locales (cf. [ici](#) par exemple) ; incitation des clients à sortir des tarifs réglementés de vente ; promotion d'un chef économiste ultra-libéral ; politique de sous-traitance ; gestion par le cash et par les objectifs de court terme ; management néo-libéral ; austérité permanente qui conduit à des blocages salariaux et à un véritable plan de licenciement : 8 500 emplois supprimés de décembre 2014 à décembre 2020, soit une baisse de 12,6% .

Il faut non seulement renationaliser EDF, mais surtout sortir tout le secteur électrique de la concurrence et des marchés, et revenir à un système 100% public, sous contrôle citoyen. C'est le sens de la [tribune collective](#) publiée à notre initiative dans le journal Le Monde du 31 mai 2021. C'est le sens de nos propositions détaillées [ici](#).

C'est sur ces revendications que SUD-Energie se joint à l'appel du 26 janvier, non pas simplement pour critiquer l'augmentation de l'ARENH, mais bien pour revendiquer la sortie complète du marché.

**Reprenons le pouvoir à ceux qui nous mènent droit dans le mur depuis 2 décennies.
Pour défendre les usagers, le service public et notre avenir à tous.**

Et bien sûr les salariés, également victimes de cette folie, qui voient s'enchaîner les plans d'austérité malgré les besoins criants, donc des rémunérations bloquées qui nous pénalisent tous et particulièrement les plus petits salaires, des effectifs en baisse, des surcharges de travail, une souffrance au travail qui augmente d'autant plus que le sens du travail est percuté et contredit par des logiques qui détournent des objectifs de service public.

**Comme dans le film « Don't look up : déni cosmique »,
va-t-on aller jusqu'à se prendre la comète, sans réagir ?**

Arrêtez de jouer avec les biens publics, arrêtez de spéculer, arrêtez d'inventer des « bidules » d'une complexité qui ne vise qu'à cacher l'ineptie du système que vous avez mis en place.

Sortons du marché, sortons du dogme de la concurrence, remettons le système électrique sur pied dans l'intérêt de tous. **Revenons au temps long, à la planification, à des objectifs de service public** qui, seuls, permettront de garantir l'accès pour tous à ce bien de première nécessité et de s'engager dans une transition énergétique nécessaire, urgente et exigeante ! **C'est dès maintenant qu'il faut investir.**

Pour plus d'information : notre [dernière intervention sur Le Média](#) & notre [page dédiée à l'ouverture des marchés](#)

Si vous voulez participer à la réflexion et à nos actions, [rejoignez-nous](#) !

(Malgré notre implication dans ce combat, les Fédérations représentatives d'EDF refusent d'intégrer SUD-Énergie aux appels et aux actions intersyndicales au plan national. Nous le regrettons.)